



# LA CONVENTION CITOYENNE

**2001-2011.**

## **Bilan et perspectives**

Introduction

1. Une bataille se termine

2. Un nouvel objectif

3. Les scrutins nationaux

4. Avec qui ?

5. « J'en ai assez »

6. Pas de résignation

Conclusions provisoires

## Introduction

L'histoire de la métropole marseillaise nous interpelle à nouveau, aujourd'hui. Elle nous impose une analyse circonstanciée et une réponse adaptée à une situation nouvelle. Pourtant elle n'est que la continuation d'un long cycle d'une puissante action politique commencée à la fin des années soixante-dix quand Gaston Defferre décida d'opérer une mutation complète de son dispositif politico-administratif et fit appel pour cela à une nouvelle génération de responsables.

Un compagnonnage s'est alors formé entre quelques-uns, cimenté par des valeurs civiques, une éthique publique, un sens de l'intérêt général, le rejet de la xénophobie et des communautarismes, une volonté de doter cette ville de dirigeants compétents et dévoués, un engagement de chacun là où il se trouvait. Le bilan fut immense qu'il faut rappeler pour témoigner que, quels que soient les difficultés et les handicaps, une action politique digne de ce nom est possible dans notre métropole.

Les vicissitudes de la vie politique nationale ont ensuite dispersé des individus soumis parfois à rude épreuve et mis à bas cette exceptionnelle concentration d'énergie, vite remplacée par la médiocrité et la vulgarité. Le PS local en fit d'emblée la pleine démonstration. Mais la gestion Gaudin, après la parenthèse positive de Vigouroux, aura elle aussi installé dans la durée la pratique d'une politique à la petite semaine, sans souffle autre que celui reçu de l'État heureusement encore présent.

De plus la création d'une communauté urbaine excluant Aix, Aubagne, Vitrolles et l'Étang de Berre a tiré tout le monde vers le bas, ramené l'horizon des ambitions collectives à celui de Plan de Cuques ou de Carnoux, et surtout détruit dans Marseille toute réelle autorité politique au profit de petits arrangements dont la classe politique raffole et dont les citoyens sont les victimes quotidiennes.

Pourtant ce que nous avons semé n'a pas disparu. Et par exemple il ne faut pas chercher ailleurs que dans notre action le calme relatif des cités marseillaises quand plusieurs années après elles

s'enflammèrent partout ailleurs en France. Mission centre-ville, développement social des quartiers, pôles technologiques, universités, politique méditerranéenne, relance culturelle, remobilisation du personnel communal, grandes infrastructures : la liste n'est pas limitative de ce qui continue de constituer le socle et la mémoire à partir desquels il est possible de s'appuyer et de renouer avec une belle histoire.

Avant d'analyser le présent et sonder l'avenir, il est important de prendre ce recul du temps qui seul donne cohérence et perspective à une action qui bien au-delà des péripéties s'inscrit dans la durée.

## 1. Une bataille se termine

C'est au lendemain des élections municipales de 2001 qu'a été fondée la Convention Citoyenne, en rejet des pratiques du PS local, dominé depuis peu par les frères Guérini. Nous nous étions alors rassemblés, femmes et hommes de gauche, pour nous opposer, à Marseille et dans les Bouches du Rhône, à la mise en place d'un système dont il était clair, depuis l'origine et sans avoir besoin d'attendre 10 ans et l'improbable action d'un juge courageux, qu'il n'existait que par des méthodes d'intimidation violente et d'exclusion systématique.

La Convention Citoyenne a ainsi dénoncé pendant des années une situation créée au profit d'un clan dont l'objectif a toujours été de faire main basse sur des exécutifs locaux en charge de marchés publics.

Le diagnostic posé était le bon et le courage pour s'y attaquer n'a pas manqué. Sortie d'un PS désormais dévoyé, engagement lors des législatives de 2002 et des régionales de 2004, dénonciation publique et constante d'un système fondé sur la menace et la dissuasion. Investissement financier sur nos deniers personnels pour se doter d'un outil légal d'action politique. Investissement considérable et gratuit de notre temps.

La rétorsion subie par nos membres et sympathisants fut violente comme en témoigne, entre autres exemples, la mise à mort de 3CI, belle association d'insertion par l'économique créée par certains d'entre eux en 1986. Guérini retira brutalement les fonds publics auxquels elle avait légalement droit. Au Conseil régional on tourna la tête. L'ensemble du personnel fut licencié du jour au lendemain.

Le résultat en termes politiques n'a pourtant jamais été à la hauteur de nos espoirs. Rappelons simplement, pour mesurer l'écart, notre slogan, celui de notre fière banderole déployée sur La Canebière le 1er mai 2002 : « *virer Le Pen, changer la gauche* ». À cette aune, le bilan est plus que décevant. Le FN est toujours aussi puissant et pour une large part ce qui s'appelle ici la gauche a prospéré grâce à lui, ne devant bien souvent son salut qu'à des élections triangulaires salvatrices ou qu'à la rente si profitable du « barrage au front national ». De fait le PS local n'a jamais été inquiété politiquement par nos accusations publiques et répétées. La Convention Citoyenne s'est même parfois retrouvée identifiée au mieux comme un petit groupe d'irréductibles rêveurs. Au pire comme des imbéciles. « Combien de divisions ? » se gargarisaient ceux qui attendaient, vieille tradition vichyste, de mesurer les rapports de force pour savoir quoi faire, et qui n'ont toujours pas compris qu'entre Staline et le Pape, c'est le second qui a gagné.

C'est une autre forme de courage, et pas la moindre, qu'il a fallu alors déployer pour continuer dans cet isolement et cette incompréhension, cette indifférence, polies ou goguenardes. Ce n'était pas pénible en soi, ni pour soi, mais pour ce que cela révélait de la pauvreté de l'esprit public ambiant. Il n'y a pour nous aucune honte à cela, bien au contraire.

Pourtant, malgré ces obstacles, la Convention Citoyenne a réussi à représenter une crédibilité et une valeur éthique telles que Gaudin et Muselier voulurent tirer profit de son image en affichant une reprise de sa plateforme lors des dernières élections municipales, allant jusqu'à voter au Conseil Municipal de février 2008 une résolution relative au centre-ville de Marseille qui reprenait l'ensemble de nos analyses et de nos revendications.

C'est d'ailleurs bien pour cela que nous nous sommes retrouvés à devoir lucidement accepter une bien improbable alliance à droite lors des élections municipales de 2008. Heureusement que nous avons été là pour empêcher le pire. Il faut sans cesse le rappeler.

Cette bataille primordiale, nous avons eu raison de la mener et nous l'avons gagnée. Certes pas grâce au soutien d'une opinion publique convaincue et vigilante. Et alors ? À qui la faute ? C'est à ceux qui

sont restés muets devant l'évidence qu'il faut aujourd'hui demander des comptes et pas à ceux qui ont eu raison avant et contre tout le monde.

L'action d'un juge d'instruction depuis l'automne 2011 signe la fin de ce combat-là. Il faut maintenant tourner la page.

Car ce rappel du passé qui a fondé l'engagement de la Convention Citoyenne, et qui ne fait pas débat pour celles et ceux qui ont volontairement et en conscience traversé jusqu'au bout cette rude épreuve, ne saurait nous enfermer. Partager ce bilan ne crée pas en soi une raison de continuer dans l'avenir. L'objectif initial ayant été atteint, il ne faudrait pas s'installer dans une posture si celle-ci était désormais vide de sens. Non pas que les procédures judiciaires en cours soient terminées. Elles ne sont au contraire que le début d'un très long processus qui va connaître de nombreux rebondissements et dont personne ne peut dire ni le calendrier ni même le résultat bien aléatoire et qui sera, n'en doutons pas, rempli de surprises, bonnes et mauvaises.

Mais l'essentiel est atteint, définitivement. La « résistible ascension d'Arturo Ui » est brisée. Dans la pièce de Bertolt Brecht, la figure principale d'Arturo Ui représentait Adolf Hitler, mais empruntait aussi des traits à Al Capone.

Reste justement à réaliser une « décontamination », une « rééducation civique », peu importe le nom d'un processus politique pourtant indispensable, qui n'est toujours pas fait et qui ne concerne pas les individus poursuivis pénalement mais bien celles et ceux qui ont laissé faire par aveuglement, lâcheté ou complaisance.

Seule inconnue, plus longue sera la résistance des impétrants et plus durable sera le discrédit des formations qui n'auront pas coupé leurs liens avec eux. Dans ce combat-là, nous ne sommes plus acteurs. Regardons seulement comment les associés, sinon les complices, d'hier, conscients ou inconscients, mais tous responsables, vont gérer leur volte-face. N'oublions rien mais ne soyons pas d'inutiles imprécateurs. Seul compte l'avenir.

## 2. Un nouvel objectif

Passée cette étape si difficile, posons donc la question de notre objectif. La disparition de ce qui a jusque-là soudé un petit groupe d'hommes et de femmes courageux ne justifie pas en soi que soient poursuivis les efforts déployés jusque-là ni l'organisation créée à cette fin.

Soit nous considérons que nous n'avons plus d'objectif commun, et nous arrêtons là l'activité de la Convention Citoyenne désormais sans objet.

Soit certains pensent que nous pouvons nous fixer un nouvel objectif politique. Dans ce cas, avant d'aller plus loin posons le principe que dans toute structure, sauf sectaire, il n'est pas possible d'être d'accord sur tout. C'est pourquoi mêmes les formations nationales ont tant de mal à faire vivre et à respecter les diverses tendances en leur sein, sans parler des modalités d'arbitrage entre elles. C'est justement ce qui a fait le succès des récentes « primaires citoyennes » organisées par le PS pour la désignation de son candidat aux élections présidentielles.

Mais plus le territoire se réduit, plus l'échelle est petite, plus le nombre est restreint, et plus il est impossible que des gens normaux se retrouvent d'accord sur tous les enjeux de la politique globale, nationale et internationale. Dans le cas de la Convention Citoyenne nous avons depuis toujours su trouver le bon positionnement par rapport à cette hétérogénéité naturelle. En dehors de l'objectif principal commun, la lutte contre une emprise mafieuse sur la vie publique locale, la diversité entre nous a toujours été respectée dans la bonne humeur, même si la sensibilité générale est toujours restée de gauche, centre gauche et écologiste.

Inutile donc de rechercher ce qui pourrait nous être globalement commun, des enjeux nucléaires à la politique européenne, de l'âge de la retraite aux OGM. Si tel était le but recherché par certains, il est

préférable qu'ils se rapprochent maintenant des formations nationales les plus proches de leurs convictions.

Cela signifie donc que le seul objectif politique qui pourrait justifier la poursuite d'un travail en commun au sein de la Convention Citoyenne resterait, comme il l'a été dans le passé, limité à l'avenir du territoire de la métropole marseillaise et aux seuls enjeux des prochaines élections locales. Et sous réserve que l'offre politique existante par ailleurs à cet égard soit considérée, dans son contenu comme dans sa méthode d'élaboration, comme insatisfaisante par chacun de ceux qui s'engageraient de ce fait à agir au sein de la Convention Citoyenne.

Or précisément ce qui a fait que des hommes et des femmes, de gauche mais pas seulement, s'engagent dans la Convention Citoyenne, c'est le fait qu'ils y trouvent, là et pas dans les appareils locaux, un outil d'action politique destiné à la mise en œuvre des aspirations politiques dont ils sont porteurs. En ce sens, si la Convention Citoyenne a bien un champ d'action local, elle prend racine dans l'histoire universelle et s'appuie sur des idéaux et des valeurs fondamentales.



### 3. Les scrutins nationaux

Les élections présidentielles et législatives vont monopoliser la scène politique jusqu'à l'été 2012

En soi une action propre lors de ces scrutins n'est pas une obligation pour la Convention Citoyenne. Mais dans l'environnement politique tel qu'il est, c'est une faute que de ne pas s'exprimer lors de ces scrutins. Il y avait donc là un débat à mener. Des idées ont déjà circulé entre certains, qu'il a fallu partager entre tous et voir s'il valait mieux ne rien faire ou s'il était possible d'être présent collectivement tout en respectant le choix de chacun.

Le débat a déjà permis de trancher cette question, et la Convention Citoyenne a clairement appelé à voter en faveur de François Hollande.

Mais les élections présidentielles doivent être l'occasion d'une reconnaissance, et d'abord par François Hollande, de la Convention Citoyenne en tant que force de gauche qui aura vu juste quant à la nature du système guérinien et qui redevient un partenaire naturel dès lors que la gauche se débarrasse de celui-ci.

Nous devrions donc au cours du premier semestre 2012, mettre en avant un objectif local pour 2014, associé à la continuité de notre lutte contre une emprise mafieuse sur la vie publique locale en cohérence avec ce qui a amené notre engagement de 2008.

Enfin, au regard de cet objectif et de cette éthique que nous revendiquons, doit découler un soutien au cas par cas lors des élections législatives à certains candidats nonobstant leur étiquette dès lors qu'ils s'inscrivent personnellement dans une rupture avec un système local dévoyé.

En tout état de cause, ces différents scrutins nationaux, au-delà de leur importance en soi que personne ne nie, n'ont pas pour la Convention Citoyenne, de conséquence essentielle pour eux-mêmes mais pour ce qui en sortira localement. Difficile à ce stade d'anticiper un paysage tant sont nombreuses les différentes variantes de sa recomposition qu'il faut seulement avoir en tête pour y être prêt sans attendre le moment venu.

## 4. Avec qui

Passé la période de ces scrutins nationaux, c'est au début du second semestre de 2012 qu'une éventuelle initiative de la Convention Citoyenne aurait donc des chances d'être entendue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une étape dans la perspective de 2014.

Une première question se pose alors de savoir si dans cette perspective nous pouvons reprendre contact avec le PS local. Si nous considérons que celui-ci avait fait sa mue et tiré les leçons systémiques de sa dérive en l'instrument d'une « association de malfaiteurs », il est probable que certains d'entre nous le rejoindraient, s'ils ne l'ont pas déjà fait. Mais ce n'est pas le cas. Bien au contraire. Au lieu de tirer un trait sur le passé, « on » s'est accommodé de celui-ci. Les mêmes acteurs sont toujours là. Seule nouveauté, certains ont profité d'un affaiblissement imposé de l'extérieur pour se glisser dans la distribution non démocratique des candidatures pour les élections législatives. En clair : face aux déviants historiques et à leurs complices, nous avons maintenant les « résistants du mois de septembre », et les nouveaux opportunistes qui composent avec deux blocs aux géométries variables, aux contours flous, que remodèlent chaque jour les révélations de l'instruction judiciaire.

C'est que les systèmes clos ne se défont pas de l'intérieur. Ils sont sourds à toute critique et la simple perspective d'une remise en cause n'a pour eux aucun sens. C'est le cas du PS des Bouches du Rhône, victime depuis des années d'un système organisé dont l'apparence politique n'est qu'une façade. L'essentiel de l'encadrement y est toujours aux mains de gens tenus d'une manière ou d'une autre à faire quotidiennement acte d'allégeance personnelle. L'apparence de respect des formalismes démocratiques n'y est, comme nous l'enseigne toute l'histoire des systèmes totalitaires, que l'hommage du vice à la vertu. Le risque est donc grand d'y perdre son temps.

Que faire donc face à un outil d'action politique qui reste totalement verrouillé ? Et pour commencer, de l'extérieur, avec qui parler ? Face à un système que nous dénonçons, aucun

responsable local n'a pour l'instant manifesté une réelle opposition, telle qu'elle puisse s'inscrire dans les valeurs que nous défendons.

On pourrait d'ailleurs s'interroger sur le très petit nombre des « responsables » socialistes pouvant être de potentiels interlocuteurs crédibles pour incarner une refondation de la gauche locale.

En tout état de cause, rien ne changera le fait qu'aucun d'eux n'aura réellement bougé avant la mise en cause de leur tuteur dans le cadre d'une enquête pénale.

On mesure là les conséquences terribles du refus de remettre en cause le système du PS local après la reconnaissance judiciaire de sa dérive en l'outil d'une association de malfaiteurs. Un autre choix aurait pu nous permettre de nous y réinsérer. Et dans ce cas, la perspective d'une participation à une primaire citoyenne pour la désignation du candidat de 2014 aurait pu servir de cadre à une action politique structurée et inscrite dans le temps. Cette hypothèse n'est plus fondée actuellement.

Sauf fait nouveau que nous serions prêts à prendre en compte, et sans changement majeur qui pourrait éventuellement se traduire lors du congrès socialiste de l'automne prochain, notre action politique se fera donc toujours sous l'égide de la Convention Citoyenne. Ce qui permettra de rester à l'écart des épuisantes et stériles luttes internes du PS, d'assumer librement nos propos, et de rester ouverts à tout ce qui peut servir un projet pour la métropole marseillaise.

Une action de la Convention Citoyenne dans la perspective de 2014 conduit donc (encore et encore...) à regarder le reste du spectre politique pour y chercher d'éventuels alliés qui partageraient certaines de nos convictions et avec lesquels un partenariat aurait du sens.

EELV et le Modem devraient être au premier rang de ces partenaires, avec toutes les difficultés que cela comporte. Mais également le Front de gauche, globalement ou dans chacune de ses composantes, PC et PG. Il faudrait donc s'assurer, quand ils auront la tête à ça, que cette hypothèse les intéresse. En clair, seraient-ils prêts à s'associer à la création d'une offre politique locale

spécifique, fondée sur des contenus et des valeurs, sans compromission avec un PS local toujours dévoyé ? Et sans que cette offre n'implique les problématiques autres que celles qui concernent un territoire limité pour un temps donné. C'est là que reprend tout le sens de la condition déjà exprimée de ne pas avoir à être d'accord nationalement pour s'allier localement. Ceux qui ne le comprendraient pas prendraient la responsabilité de conforter le statu quo.

Sauf à oublier les réactions des uns et des autres au cours des dix dernières années, et encore récemment, il n'est pas exclu que la facilité conduise ces formations à privilégier à nouveau un accord avec le PS local. C'est ce qu'ils ont fait alors que celui-ci était au sommet de sa dérive affairiste. Ils pourraient donc demain encore plus facilement choisir cette voie.

L'espace de la Convention Citoyenne en serait alors considérablement réduit, sauf à regarder à nouveau ce qui va se passer à droite et qui risque bien d'être mouvementé et non sans intérêt. Mais dès lors que l'instruction judiciaire en cours a reconnu la pertinence de notre analyse d'antan, on ne saurait a priori refaire avec la droite le même exercice qu'en 2008, en tout cas pas pour les mêmes raisons. Car notre partenariat avec la droite locale, justifié par l'urgence qu'il y avait à éviter l'élection de Guérini à la fonction de Maire de Marseille, a été sans lendemain. On peut même constater que nous en sommes devenus les seuls vrais opposants dès lors que la « gouvernance partagée » à la communauté urbaine a permis aux ennemis d'hier de revenir à leurs petits arrangements entre amis si nuisibles à l'intérêt général.

Il n'est enfin pas exclu que l'imprévu ne jaillisse, en réaction à la vulgarité et à la médiocrité politiques ambiantes, de droite comme de gauche. Il faut s'y tenir prêt. Nous ne sommes pas à l'abri de surprises, mais justement ne perdons pas de temps à spéculer sur l'imprévisible.

Pour conclure, c'est dans l'élaboration d'une offre politique locale liée aux élections de 2014 qu'il peut y avoir pour la Convention Citoyenne le fondement d'une poursuite de son action par celles et ceux qui en seraient d'accord. Dans un premier temps seule, mais avec la volonté d'emblée affichée de rechercher le moment venu des partenaires, quels qu'ils soient, partageant un projet commun, sans avoir à réciter les sourates spécifiques des uns et des autres.

## 5. « J'en ai assez »

Il est difficile d'affirmer qu'il ne s'agit pas là d'un projet chimérique. Bien sûr on peut dire que quel que soit le contenu d'un projet, ses grandes lignes, les thèmes à retenir, nous les connaissons bien, car nous avons tant écrit et proposé. Nous sommes donc les plus aptes à nous lancer dans la formulation d'une plate-forme politique originale dans son contenu comme dans sa méthode d'élaboration.

Mais Philippe Carrese a donné le ton avec son célèbre et terrible « j'ai plus envie » qu'il faut lire et relire : <http://www.conventioncitoyenne.com/debats-convention-citoyenne.asp?numero=69>

C'est que si le système politique local paraît clos et inébranlable, la réalité de ce que vivent nos concitoyens, leur désarroi, leur repli, appellent des réactions urgentes et fortes. Face au verrouillage politique, mieux vaudrait proclamer non pas « j'ai plus envie » mais au contraire « j'en ai assez » et dénoncer certains travers qui nous empêchent de sortir de l'ornière :

- La faiblesse des médias locaux, conséquence de leur dépendance excessive à l'égard des collectivités locales,
- La difficulté qui en résulte d'informer l'opinion publique dès lors qu'il s'agit d'actions menées par d'autres que ces principaux donneurs d'ordres,
- La complaisance commune de ces acteurs politiques et médiatiques à l'égard de la grave dérive qu'a connue la politique locale au cours des dix dernières années,
- Leur incapacité à reconnaître leur propre responsabilité qui se traduit maintenant par leur refus de rappeler l'action de celles et ceux qui n'ont cessé de les alerter de ce qui se passait,
- La vulgarité et la médiocrité croissantes du système politique local dans son ensemble, illustrées et théorisées dans le mémoire en réponse au rapport provisoire de la Chambre régionale

des comptes relatif à Marseille Aménagement, mémoire confidentiel à ce stade de la procédure d'enquête mais qui sera rendu public le moment venu,

- La faiblesse voire l'inexistence d'une opinion publique ayant un minimum d'exigence et de d'ambition collective au-delà des innombrables capacités individuelles, sur laquelle doit s'appuyer un mouvement de réforme structurelle et sans laquelle il est voué à l'échec,

- La faiblesse civique de pans entiers de la population, toutes catégories sociales confondues, et dont la demande politique correspond souvent hélas à l'offre de clientélisme, au point de la susciter et de l'entretenir,

- Le petit nombre, le faible rayonnement, l'inconscience ou simplement le caractère timoré de ceux en principe en charge d'animer librement le débat d'idées et d'anticiper l'avenir indépendamment des politiques : la « société civile », les « élites », la « bourgeoisie entrepreneuriale », les « intellectuels », structurellement défailants dans notre métropole, incapables de dépasser la qualité des nombreux talents individuels pour en faire un référent collectif,

- L'effondrement depuis 15 ans de la gouvernance locale dont l'incapacité systémique n'est masquée ponctuellement que par un puissant réengagement de l'État sans lequel cette métropole serait à la dérive complète,

- Le fait de traiter sérieusement chacune des grandes questions qui se posent à notre métropole, d'y apporter après une longue réflexion et une grande écoute, des propositions charpentées et que celles-ci ne soient jamais, non pas acceptées, mais même pas discutées : tracé du tramway, piétonisation du Vieux Port, enjeux culturels, politique du logement, transports en commun, économie portuaire, gestion de l'eau et de l'assainissement, insécurité, urbanisme, propreté, gouvernance locale, centre-ville, désespérance des grandes cités, positionnement dans l'archipel mondial des villes, la liste est sans fin d'un travail dont il vaut mieux ne pas se demander qui il intéresse,

- Le corporatisme généralisé qui permet à chaque intérêt catégoriel de s'imposer au détriment de l'intérêt général, ce qui se passe par exemple dans les hôpitaux publics mais aussi les écoles, collèges et lycées des quartiers en difficulté étant le plus insupportable,

- La violence croissante des rapports entre les gens, dans les transports en commun, entre automobilistes, à l'égard des piétons, dans les services publics, toute cette tension qui transforme

une simple promenade en parcours du combattant dans un environnement humain hostile et bien souvent menaçant,

- L'intrusion croissante du fait religieux dans la vie civile et politique et ses conséquences en termes de repli sur soi, de montée des communautarismes, de peur de l'autre,
- La multiplication des signes religieux ostentatoires qui, loin d'être la traduction d'une multiculturalité apaisée, se revendiquent au contraire comme l'étendard d'une altérité agressive,
- Le développement de l'assistanat, surtout dans les quartiers difficiles (pardon : « sensibles »), sujet politiquement incorrect et abandonné de ce fait aux démagogues,
- La nécessaire sagesse d'avoir à se résigner d'espaces publics systématiquement souillés par les crachats des hommes ou les cacas des chiens, et saccagés par l'automobile et l'incivisme,
- Un environnement urbain caractérisé par la laideur et la saleté, alors que nous avons la chance formidable de vivre dans un site naturel et historique magnifique, dont les paysages ont une beauté insolente, et dont l'art de vivre nous rattache à la belle civilisation méditerranéenne,
- Le discrédit de la parole politique et dans la foulée celui des responsables politiques, ce qui se traduit là encore par une violence, une grossièreté, chacun et surtout les plus minables se permettant d'insulter et de juger, avec une bêtise désormais insupportable,
- La pesanteur des réseaux plus ou moins occultes, d'origine religieuse, « humaniste », ethnique, comportementale, etc., qui étouffent la vie politique.
- Le couvre-feu que les horaires de bus imposent chaque soir à partir de 20 heures
- L'aspect glauque après 20 heures de l'hyper centre-ville qui interdit d'aller s'y promener et fait réfléchir avant de s'y rendre pour un spectacle.

Tapons du poing sur la table. Refusons le consensus mou qui nous étouffe. Car c'est faute d'affirmer de quoi « j'en ai assez » qu'on en arrive au « j'ai plus envie » démobilisateur et résigné.



## 6. Pas de résignation

Cette liste n'est pas limitative. Mais l'important est de bien comprendre que lassitude et résignation sont deux choses très différentes, voire même antagonistes. De ce point de vue, il ne s'agit pas de résignation, mais au contraire de colère.

Le refus de participer aux batailles de chiffonniers qui tirent ceux qui y participent vers le bas permet de rester attentif à ce qui se passe dans notre métropole, à laquelle nous sommes profondément attachés, physiquement et émotionnellement et dont le cœur battant nous relie aux grands enjeux du monde contemporain, bien au-delà de la pauvre écume que produit le système politique local. Et de cela il faut continuer de nourrir nos pensées et d'alimenter des propositions. Au demeurant si nous avons une valeur ajoutée dans cette ville, c'est justement dans cette capacité à alterner le temps de l'action et celui de la réflexion. C'est toujours une difficulté quand on s'emploie à traiter de la politique. Mais elle devient quasi insurmontable face aux « nouveaux chiens de garde » obsédés par les rumeurs, les bruits, voire les petites phrases dont ils sont si friands et qui les ramènent à la connaissance par oui-dire dont Paul Nizan disait en citant Spinoza qu'elle était « au plus bas de l'échelle des savoirs ». C'est que la patience de l'histoire compte bien peu face à la vitesse de l'information publique qui impose une quotidienne amnésie, si profitable aux médiocres et aux vulgaires qui encombrant l'espace politique local. Il nous faut pourtant protéger cette posture distancée de l'actualité brouillonne et des complaisances connivences si navrantes entre médias et « responsables » politiques, pour rester concentrés à déceler les lignes de force sous-jacentes qui orientent les comportements quotidiens et les décisions d'avenir.

Il convient donc désormais de recentrer nos activités politiques sur ce qu'elles ont d'essentiel et d'intérêt pour chacun d'entre nous, sans autre préoccupation tactique ou projective. Les fonctions que nos élus exercent à MPM, pour dénuées qu'elles soient de réel contenu dans un système qui n'en a guère en dehors de faire face au quotidien, offrent toutefois une plate-forme d'observation privilégiée et aussi la possibilité de contacts les plus divers avec les réalités de terrain. Les activités des uns et des autres, professionnelles ou pas, vont continuer à nous amener à travailler sur les

questions majeures de notre temps, parmi lesquelles les enjeux urbains sont omniprésents, dans leur dimension humaine, culturelle, économique, sociale, anthropologique et géopolitique. Nos « ateliers métropolitains » ouverts à toutes et à tous pourront, en dehors de tout enjeu de pouvoir, permettre des échanges et l'émergence de propositions sur les sujets qui nous préoccupent. De tout cela une activité politique locale même limitée à une veille empathique est susceptible de porter ses fruits, appréciés ou pas, ce n'est pas l'objectif.

Les échéances de 2014 sont encore lointaines et nous y verrons plus clair à la fin de l'été 2013. C'est à ce moment-là seulement que nous pourrons évaluer les possibilités et les modalités d'un engagement dans une campagne électorale municipale et communautaire.

## Conclusions provisoires

Cette réflexion, pour qu'elle trouve tout son sens, ne doit pas s'enfermer dans le passé mais permettre au contraire de se projeter dans l'avenir. De s'ouvrir à d'autres qui n'ont pas partagé cette histoire. À celles et ceux qui portent une ambition commune pour la métropole marseillaise, qui s'inquiètent de la souffrance de sa population et qui, enfin, surtout, ne se résignent pas.

L'histoire ne s'arrêtera pas, au contraire elle s'accélère, en Méditerranée comme partout dans le monde. Celles et ceux qui se contenteront d'en être spectateurs ne pourront se plaindre qu'à eux-mêmes de ce qui va advenir.

Car le temps nous est compté : la colère et les désespoirs montent. Une majorité de nos concitoyens ne se retrouvent pas dans l'offre politique traditionnelle, l'abstention et le vote pour les extrêmes sont des alertes sérieuses. Faute de réactions à la hauteur des menaces nouvelles, nous assisterons inévitablement à des tsunamis politiques qui balaieront tout sur leur passage.

Pourtant le fonctionnement des partis traditionnels reste celui d'une époque révolue. L'action politique au XXI<sup>e</sup> siècle passe désormais par des formes nouvelles d'engagement, souple, adapté au temps, au talent et au goût de chacun. Il faut donc s'écarter définitivement des batailles d'appareils dans lesquelles se consume en vain une énergie incroyable. Contrôler des cartes de membres et s'enfermer dans une structure bien verrouillée relève d'enjeux de pouvoir dérisoires. Il est par contre urgent de rendre confiance dans une politique faite exclusivement d'engagements sur des idées débouchant sur des propositions concrètes.

C'est pourquoi la Convention Citoyenne lance un appel à celles et ceux que tout ceci désespère mais qui n'abandonnent pas.

Les femmes et hommes de progrès, notamment les jeunes, attachés à la liberté et à l'égalité des chances, attachés à la fraternité entre tous les citoyens, attachés à la probité des comportements publics et à un civisme exigeant doivent pouvoir se retrouver, réfléchir librement au bien commun, débattre, se renforcer mutuellement, construire une alternative.

À Marseille c'est l'objet de la Convention Citoyenne.

Philippe San Marco, Président de la Convention Citoyenne.

Le 17 mars 2012.